

N° 4594

Le Travailleur du Lot-&-Garonne



Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96^e année - 1,20

Sommaire

en bref p 2 et 3

Droits de l'enfant - Solidarités -
Départementales - Agenda -

à mon avis p 3

actu p 4 à 8

Conférence nationale PCF -
Initiatives jeunesse -

Idées p 8

Social-démocratie

locale p 9

Villeneuvois - Villeneuve-sur-Lot -
Fumélois

culture p 10

Festival cinéma et musique

Villeneuvois
**La santé
en question**



Conférence du PCF
**Passer à
l'action**



Droits des enfants
**Poursuivre
la lutte**



Culture
**Cinéma
et musique**

Départementales

Le Premier ministre, présent au congrès des départements de France qui se tenait à Pau les 6, 7 et 8 novembre a confirmé que les élections départementales auraient lieu les 22 et 29 mars 2015. Les conseillers généraux élus en 2008 et en 2011 seront remplacés par des « conseillers départementaux ». Ces derniers seront élus pour une durée de six ans. Sur l'avenir des départements, le discours a quelque peu évolué mais reste flou. ■

À chacun ses solidarités

Depuis 1954, les États-Unis imposent à l'île de Cuba un blocus économique, ceci en violation du droit international. L'assemblée générale de l'ONU a une nouvelle fois condamné ce blocus: 188 membres ont soutenu la résolution de « levée du blocus économique, commercial et financier », deux pays ont voté contre: les États-Unis et Israël! (Israël, grand champion du non-respect des décisions de l'ONU!). Rappelons que Cuba vient d'envoyer 256 médecins et personnel de santé pour combattre le virus Ebola au Liberia et

en Sierra Leone. Il est à noter que des sanctions frappent toute entreprise qui établit des liens économiques avec l'île. Le trésor américain inflige de fortes sanctions. La BNP a subi ce diktat dont l'amende s'est élevée à 8,9 milliards de dollars. Le gouvernement français n'a jamais contesté la légitimité de cette sanction et a même parlé de faute du groupe bancaire. ■

André **Mazière**

Venus sauver la France

samedi 15 novembre 2014
15h25 - France 3 Aquitaine

La Grande guerre va transformer en profondeur la société française qui bascule alors brutalement dans le XX^e siècle, où plus rien ne sera comme avant. Argent, famille, travail, politique, religion, rapport à l'autre..., dans tous les domaines de la vie privée et publique, les changements sont considérables.

Ce film raconte l'histoire des hommes qui, par millions, sont venus de tous les coins du monde prêter main-forte à la France pendant la guerre de 1914-1918.

Avec ce brassage soudain de populations qui ont tout quitté, les Français passent de l'enthousiasme des premiers jours à la découverte progressive de l'autre, la crainte, l'amour, l'amertume et la désillusion. Certains ont combattu sur le front, d'autres sont venus travailler dans les usines ou dans les champs. Ils sont Algériens, Marocains,

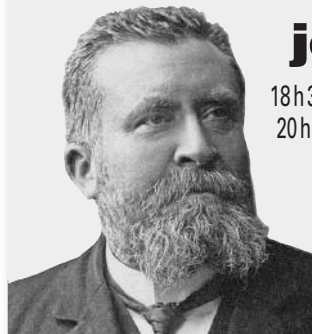
Tunisiens, Chinois, Annamites, mais aussi Italiens, Espagnols, Serbes, Portugais, Belges, Malgaches, Créoles, ou encore Anglais, Hindous, Sénégalais, Australiens et Américains. Cette mobilisation générale, cet afflux d'hommes venus du monde entier sur le territoire français, exercera une influence considérable sur ce qui a façonné la société française dans laquelle nous vivons aujourd'hui. À voir absolument. ■

Jean Jaurès, 100 ans après

À l'occasion des cent ans de l'assassinat de Jean Jaurès, le conseil d'administration de l'**institut d'histoire sociale CGT** du Lot-et-Garonne invite aux deux conférences qui se tiendront au centre culturel Pierre Lapoujade au Passage d'Agen le :

jeudi 27 novembre

18 h 30 « *Jean Jaurès et le mouvement paysan* » par Rémy **Pech**
20 h 30 « *Jean Jaurès et la question sociale* » par Alain **Boscus**



Alain **Boscus**, est historien et maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Toulouse
Rémy **Pech**, historien, professeur honoraire de la faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse-Le Mirail.

Droits des enfants Poursuivre la lutte

La convention internationale des droits de l'enfant, célèbre ses 25 ans, le 20 novembre 2014. Elle a été adoptée en 1989 et comporte 54 articles. C'est en 1995 que le Parlement français a décidé de faire du 20 novembre, la journée mondiale de défense des droits de l'enfant. Cette journée permet de rappeler les droits fondamentaux de l'enfant: **une personne qui a le droit d'être éduquée, soignée, protégée quel que soit l'endroit du monde où elle est née**. Des progrès indéniables de par le monde ont été accomplis et, souvent, grâce aux ONG comme l'UNICEF qui date de 1946 (l'ONU avait débloqué un fonds d'urgence humanitaire pour la défense des droits de l'enfant après-guerre).

Quelques exemples:

- la mortalité des nouveaux nés dans le monde a été réduite de plus d'un tiers mais trois millions de nouveaux nés meurent encore chaque année;
- le nombre de cas de poliomyélite a diminué de plus de 99 %;
- l'excision des petites filles recule comme en

pays Afar en Afrique où les femmes se sont révoltées contre cette coutume barbare... des progrès restent à faire. Cette journée met aussi en lumière les nombreuses injustices que subissent les enfants dans le monde. Loin de chez nous, combien de victimes de guerres fratricides! Pensons aux enfants palestiniens qui vivent dans une terreur perpétuelle. Leur enfance a été volée par Israël; de jeunes adolescents sont emprisonnés dans les geôles israéliennes sans que le monde bouge. Des enfants travaillent encore dans certains pays et ne sont pas scolarisés. Des enfants vivent dans le dénuement et la menace de mort dans les pays sous-développés (Ebola en Afrique de l'Ouest...). **La convention rappelle qu'il faut créer les conditions sociales, économiques et culturelles afin que tous puissent accéder à une vie décente**. Il ne faut pas aller bien loin pour rencontrer des conditions de vie qui se dégradent et trouver des enfants qui ne vivent plus une vie décente: dans notre pays comme dans d'autres pays européens, les expulsions se multiplient et il n'est pas rare de voir des familles vivre dans la rue.

Les droits des enfants de parents étrangers sont bafoués et ils se trouvent parfois dans des centres de rétention, malgré les promesses de notre président. Des enfants de familles sans papiers ne sont pas scolarisés dans certaines villes, malgré la loi. Ces situations se dégradent depuis les dernières municipales. **La pauvreté est stigmatisée. Certains enfants ne sont plus acceptés dans les « cantines scolaires », alors que l'on sait que c'est le seul repas complet et équilibré qu'ils consomment**. Le ramassage scolaire est interdit aux enfants de chômeurs, alors que chercher du travail est épuisant et stressant. Les enfants en sont les premières victimes et sont montrés du doigt... Bien sûr, cet anniversaire sera fêté. L'UNESCO, l'UNICEF préparent diverses manifestations dans des villes progressistes pour mettre l'accent sur la protection des enfants et des adolescents, contre toute forme de violence, et afin, aussi, de réactiver le dispositif « stop harcèlement ». Ils rappellent que l'éducation aux droits de l'homme, aux droits des enfants fait partie intégrante des programmes d'enseignement. **Les valeurs indispensables du bien vivre ensemble procèdent à la construction de la citoyenneté**. ■

Marie Renée **Gérard**

Agen

rencontre

vendredi 14 novembre

18h00 - Stadium - salle Jean Terles

avec Alain **Baché** et Isabelle **Larrouy**
conseillers régionaux PCF

Agen

débat

lundi 24 novembre

20h00 - salle Picasso

« Changer de politique pour relever la France »
avec Cécile **Cukierman**, sénatrice de la Loire

Monflanquin

rencontre
débat

vendredi 5 décembre

20h00 - salle d'Aquitaine

« La retraite, enjeu de société pour tous »
avec Frédéric **Rauch**, économiste

manifestation
samedi 15 novembre

Toulouse 14h30 Compans-Caffarelli

Bordeaux 15h00 place de la Comédie

Le Travailleur
du Lot-et-Garonne

Le Travailleur du Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France
directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef:
Nicolas Lucmarie - rédaction: **Michel Ceruti**, **Lysiane Chantre**
Edmond Coédolo, **Roger Dejean**, **Jean-Claude François**,
Marie-Renée Gérard, **Daniel Heinrich**, **Monique Mirande**,
Guy Rauzières, **Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**

18, rue Jules Ferry 47 006 Agen

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01

letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 4^e trimestre 2014 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

à mon
avis

Reprendre la main

« Quand on est jeune, on a des matins triomphants », la véracité de cette citation de Victor Hugo ne résistera sans doute pas au quinquennat du président actuel. Depuis son arrivée au pouvoir, il ne cesse de renier ses engagements. La jeunesse de ce pays cristallise toutes les dérives de trente ans de libéralisme. Selon une étude datée de cette année, 25 % des étudiants ne consultent pas un professionnel de santé quand ils sont malades, faute de moyens suffisants; autant déclarent rencontrer des difficultés financières. Hausse du coût de la vie étudiante, gel des bourses sur critères sociaux, multiplication des contrats de travail précaire..., cette liste non exhaustive montre à quel point la situation des jeunes tend à se dégrader sous le quinquennat de François Hollande. Nous dénonçons avec vigueur la nomination de Manuel Valls. Nous avons raison, la chape d'austérité que tente de nous imposer son Gouvernement a trouvé en lui un parfait maçon. Comme l'a exprimé Pierre Laurent, lors de la conférence nationale ce week-end: « Manuel Valls ne sera jamais le Premier ministre de la gauche ». Il y a cinquante ans, M. Thorez déclarait: « La jeunesse a droit à son bonheur », c'est tout le sens du combat des jeunes communistes. Devant le triste spectacle proposé, ils entendent relever la tête et passer à l'action. Ils souhaitent que l'on s'attaque enfin aux grands pilleurs des richesses et estiment qu'il est temps que les jeunes reprennent en main leur avenir. Les jeunes communistes de Lot-et-Garonne appellent au rassemblement de toutes les forces progressistes. C'est là tout le sens du débat qu'ils organisent mercredi 19 novembre en présence de Hugo Pompougnac, secrétaire national des étudiants communistes. ■

Thomas Portes

conférence nationale du PCF

Les communistes veulent de l'action

Sept militants du PCF ont représenté le département à la conférence nationale de leur parti qui s'est tenue le week-end dernier à Montreuil : Alain Bouchez, Michel Ceruti, Anne Colas, Nicolas Lucmarie, Marine Rebaudi, Youssef Sadir et Francis Tressos. Nous avons demandé à Marine Rebaudi, nouvelle adhérente, de nous donner ses impressions.

Sept militants du PCF ont représenté le département à la conférence nationale de leur parti qui s'est tenue le week-end dernier à Montreuil : Alain Bouchez, Michel Ceruti, Anne Colas, Nicolas Lucmarie, Marine Rebaudi, Youssef Sadir et Francis Tressos. Nous avons demandé à Marine Rebaudi, nouvelle adhérente, de nous donner ses impressions.

C'est ta première participation à une réunion nationale du PCF. Quel est ton sentiment général ?

Adhérente depuis quelques mois, cette conférence natio-

nale m'a permis de voir les orientations nationales du PCF mais aussi de chaque département, à partir de leurs expériences. Voir autant de monde mobilisé sur ces deux jours conforte mon souhait de m'impliquer au sein de la section agenaise. En dépit des différences d'appréciation de la situation politique sur le territoire agenais, cette conférence m'a donné envie de passer à des actions concrètes, cela peut permettre de fédérer les militants et bien sûr les citoyens.

À son terme, la conférence a pris des décisions que Pierre Laurent a résumées. Peux-tu nous en donner les grandes lignes ?

Pierre Laurent, dans son discours de clôture de dimanche, appelle à se rassembler et à lutter contre tous les plans d'austérité mis en place par le gouvernement. « Un gouverne-

ment qui a comme fil rouge, l'écrasement des dépenses publiques et sociales, pratique bel et bien une politique d'austérité » a-t-il annoncé, dès le début. Il a poursuivi en indiquant qu'il ne fallait pas dire oui au « *clan Hollande Valls* » qui copine avec Gattaz et le MEDEF. Ce duo ne tient pas ses engagements, pourtant largement exprimés en 2012, notamment sur le droit de vote des étrangers aux élections locales, sur les services publics...

Il nous a également invités à ne pas oublier la lutte contre la droite et l'extrême droite. En plaidant pour une République laïque, Pierre Laurent a précisé : « *la laïcité, ce n'est pas regarder de travers l'islam, la laïcité c'est séparer l'Église et l'État, la laïcité c'est respecter les croyances de tous. Jamais le racisme ne franchira les portes de notre République* ».

Concernant le drame de Sivens et la mort de Rémi Fraisse, il a mis en cause le Gouvernement en affirmant : « *En 2014, en France, un jeune ne peut pas mourir pour ses idées* ».

Résumant les diverses prises de position des départements, il a invité les communistes à présenter partout des candidats aux prochaines élections départementales avec pour objectif de lutter contre l'austérité. Une manière, comme le titre Libération, « *d'envoyer le PS sur les roses* »...

Tu as participé à l'atelier « Construire l'égalité et vivre ensemble contre toutes les dominations ». Peux-tu nous parler des questions évoquées et de ton intervention sur le handicap ?

Dans son discours d'introduction, Fabienne Haloui, l'animatrice de la séance, a lancé le débat en évoquant la lutte du PCF pour construire une égalité pour tous, basée sur l'égalité,





entre toutes les religions mais également sur la lutte contre les discriminations qu'elles soient sociales, sexistes, racistes, homophobes ou liées au handicap. Durant cet atelier, une cinquantaine de personnes a pris la parole, nombreuses d'entre elles ont exprimé le désir d'une égalité homme-femme, soulevé la question de l'islamophobie, sans oublier un sujet dont on parle peu, les inégalités territoriales. Comme dans beaucoup de débats sur le thème des discriminations, la question du handicap passe à la trappe. C'est pourquoi, j'ai souhaité intervenir sur ce thème que je maîtrise en raison de mon activité professionnelle au sein d'une association de famille ayant un enfant en situation de handicap. Ces familles souffrent du regard qui est porté sur leur enfant et de l'isolement qu'elles vivent au quotidien.

Il faudrait réfléchir à deux axes de travail et se poser la question de l'égalité au niveau du handicap. Les collectivités doivent être dotées de plus de moyens, et impulser une volonté politique pour favoriser l'inclusion dans la cité.

Par exemple à Agen, des familles luttent pour que leurs

enfants soient accueillis en centres de loisirs municipaux. Ils doivent avoir recours au milieu associatif qui propose des accompagnements et accueillent des enfants en situation de handicap. Les associations sont, aujourd'hui, en difficulté pour répondre aux besoins du territoire. On ne peut pas parler de vivre ensemble quand une société n'accorde pas des droits égaux à tous. Nous devons bâtir une

société inclusive pour accéder à un vivre ensemble avec nos singularités.

Une alternative, dès maintenant

Pierre Laurent, dans ses conclusions, a invité les militants à déployer toute leur énergie pour travailler « **au rassemblement de toutes les forces qui refusent cette politique d'austérité, à travailler à une nouvelle majorité de gauche, un nouveau contrat de trans-**

formation sociale, écologique et démocratique, qui devra être mis en œuvre par un nouveau gouvernement ».

Le message de la conférence nationale est clair: il faut poursuivre « **sans relâche les efforts pour dialoguer et construire avec tous, socialistes, écologistes, républicains qui sont convaincus de l'impasse actuelle** ». Il a poursuivi en exhortant les communistes à « **prendre en charge l'avenir de la gauche tout entière et pas seulement de la partie de la gauche que nous constituons** ».

Il a proposé des batailles concrètes: la nationalisation des autoroutes, une nouvelle loi bancaire, un impôt éthique avec une baisse de la TVA et une imposition des revenus spéculatifs, la hausse des salaires... Enfin, face à la semaine d'action du MEDEF prévu du 1^{er} au 8 décembre, il a proposé « **une contre-semaine d'action, arguments contre argument** ». « **Partout, demandons des comptes: où va l'argent du CICE? Où va celui du crédit impôt recherche? Où va l'argent des banques?** » a-t-il lancé. Cette bataille peut s'inscrire dans celle déjà engagée par les communistes du département sur l'industrialisation du Lot-et-Garonne. ■



Les jeunes communistes organisent, le 19 novembre prochain, un débat sur la précarité. Hugo Pompougnac, secrétaire national de l'union des étudiants communistes, sera présent. Pour le journal, il nous parle de la réalité vécue par les jeunes, ainsi que du combat de son organisation.

Dans un premier temps, pouvez-vous définir la notion de précarité et nous préciser l'état actuel des choses, afin de bien visualiser les différentes problématiques auxquelles sont confrontés les étudiants ?

H. P. plutôt que de définir la notion, nous pouvons regarder la réalité de la précarité étudiante telle qu'elle est. La grande majorité des étudiants vit en dessous du seuil de pauvreté. Le manque de logements publics (les cités U du CROUS) les oblige à payer des loyers prohibitifs qui dépassent souvent 60 % de leur budget... Et pour assumer les coûts du quotidien, ils sont contraints de faire la course aux petits jobs ; pas si petits que ça. Il n'y a pas à chercher bien loin pour comprendre pourquoi l'échec universitaire est si important en premier cycle: quand on passe sa soirée à griller des steaks chez Mac Donald's, on n'est pas en train de réviser... Étudier, c'est du travail, et quand il faut faire une autre journée de travail derrière, on risque vraiment d'échouer.

Étudiants - jeunes travailleurs - précaires

Les moyens de vivre et d'étudier

Différentes études tendent à montrer que le nombre d'étudiants « salariés » ne cesse de grandir. Derrière les intentions de façade à l'égard de la jeunesse, cette main-d'œuvre ne présente-t-elle pas de nombreux avantages pour les entreprises ?

Les étudiants n'attendent pas grand-chose de leurs jobs, ils se disent que ce n'est pas pour longtemps, que c'est juste le temps de payer les études; donc c'est vrai qu'ils ne sont pas très regardants sur les conditions de travail et sur les grilles de rémunération. Les chefs d'entreprise en profitent, non seulement pour tirer sur la corde, mais pour mettre la pression sur les autres salariés: « si tu n'es pas content, je peux embaucher un étudiant qui me coûtera deux fois moins cher que toi », par exemple pour faire sauter des congés ou pour réduire certains droits... Les stages, qui sont pourtant utiles dans un cursus universitaire, posent le même problème: la majorité d'entre eux rémunèrent une semaine pleine de travail en dessous du seuil de pauvreté!

Depuis de nombreuses années, l'allocation d'autonomie est présentée comme une alternative sérieuse aux jobs des étudiants. Cette alternative ne risque-t-elle pas d'avoir comme effet pervers l'isolement des étudiants qui travaillent ?

Nous voulons que chacun puisse apprendre et exercer le métier qu'il a choisi; pour cela, on doit pouvoir étudier dans de bonnes

conditions. On ne doit pas risquer de rater son année parce que l'on fait dix, vingt heures dans la restauration rapide, dans les cours à domicile ou dans le télé-travail. C'est pourquoi nous proposons d'attribuer un véritable salaire aux élèves et aux étudiants, en lycée professionnel comme en licence. Ils étudient pour se rendre utiles aux pays, il faut leur donner toutes les chances de réussir, de cotiser pour la retraite, de vivre dans de bonnes conditions.

Quand on parle de précarité des étudiants, on pense toujours au mot « argent ». Mais en réalité la précarité des étudiants est-elle exclusivement financière ?

Disons que les problèmes d'argent en créent beaucoup d'autres. C'est un logement qui ne correspond pas aux besoins. C'est la privation de loisirs, de petits plaisirs, de vie culturelle. Ce sont des journées qui n'ont ni queue ni tête, entre les bancs de l'amphi et les friteuses du Mac Donald's. Évidemment, il ne s'agit pas de famine dans les rues de Paris ou de Bordeaux: mais la vie qu'on propose à ces jeunes est pénible, et si l'on veut les décourager, c'est la meilleure méthode au monde. On a pourtant besoin que tous les jeunes du pays puissent suivre les études qu'ils ont choisies, pour répondre aux défis du XXI^e siècle; mais rien n'est fait pour cela. (suite page 7)

22,5%
des jeunes vivent sous le seuil de pauvreté (moins de 950€/mois)

**DES MILLIARDS POUR LES ACTIONNAIRES
DES SALAIRES DE MISERE POUR LES JEUNES !**

jeunes-communistes.org

Grand Villeneuvois

Grève dans les établissements de santé

Cela fait des mois que la CGT demande l'ouverture de négociations pour la mise en œuvre du Pôle de santé; des mois que leurs directions respectives font la sourde oreille et refusent tout dialogue.

Pour le syndicat de l'hôpital de Villeneuve, les seules négociations qui ont eu lieu se sont faites sans la CGT et uniquement sur le cahier de revendications de la direction. Pour l'hôpital de Fumel, l'agence régionale de santé persiste dans son intention de supprimer 30 lits de longs séjours et la dizaine d'emplois qui va avec. À la radiologie du Villeneuvois, la seule réponse obtenue par les délégués est un point d'interrogation...

À la clinique, la loi impose des négociations annuelles obligatoires (NAO) qui ont débuté en octobre, sur l'emploi, les salaires et conditions de travail. La direction rejette tout en bloc et tente de s'acquitter de la loi sans de réelles négociations.

Devant ces blocages, les personnels se sont prononcés pour la grève à compter du mercredi 12 novembre. Pour les salariés de la clinique et de la radiologie, il n'est pas besoin de préavis. Pour les personnels hospitaliers, la CGT a déposé un préavis de grève journalier.

Fumélois Industries en crise

Les salariés de Tarkett se sont mis en grève durant près d'une semaine face au montant des indemnités de licenciement supra légales jugées « indécentes ». Au terme de cette mobilisation et suite à l'assemblée générale des salariés du 8 novembre, les salariés ont décidé de reprendre le travail. Ils auraient obtenu une

Chaque jour, les arrêts de travail pourront aller d'une heure à vingt-quatre heures :

- contre les mises à disposition des personnels de santé au Groupement de coopération sanitaire d'activités (GCS);
- pour l'abandon du GCS d'activités et contre la privatisation de l'hôpital public;
- contre les horaires et pour des régimes de travail négociés;
- pour la sauvegarde des emplois et pour une bonne qualité et sécurité des soins;
- pour des négociations salariales réelles et sérieuses à la clinique;
- pour le maintien des lits longs séjours à Fumel et la création de ces mêmes lits sur le PSV;
- pour la pérennité des emplois à la radiologie.

Les organisations syndicales qui, associées au comité de santé du Villeneuvois, se sont exprimées samedi 8 novembre sur le marché de la ville, réaffirment que « le Pôle de santé est une nécessité pour la population; mais ce n'est pas une machine de guerre contre l'emploi, contre de dignes salaires, ni contre de bonnes conditions de travail. Ce sont uniquement nos directions qui veulent l'utiliser de la sorte. » ■

enveloppe illimitée pour la formation de reconversion et des améliorations concernant le congé de reclassement. Des améliorations sont, parallèlement, à constater sur le niveau des indemnités. Les prochaines réunions de négociations se dérouleront les 20 et 27 novembre. Le PCF de Lot-et-Garonne a interpellé le préfet concernant la responsabilité du groupe Tarkett qui réalise d'importants bénéfices.

Métaltemp

L'entreprise vient de bénéficier d'un nouveau sursis accordé par le tribunal de Chambéry, ceci en dépit de la demande de liquidation effectuée par le mandataire judiciaire. Pour les syndicalistes, cette prolongation n'a de sens que si elle permet de trouver une solution pérenne. De plus, la presse s'est fait l'écho de la volonté de l'intercommunalité du Fumélois à qui l'usine doit 700000 euros de loyers impayés, de demander la liquidation judiciaire de l'usine à cette occasion. Cette éventualité, si elle était réelle signifierait que la collectivité enterme la mort de l'industrie sur son territoire. ■

Agen

Mobilisation paysanne ambiguë

À Agen, près de 200 agriculteurs se sont mobilisés, le 5 novembre dernier, à l'initiative de la FNSEA et des Jeunes agriculteurs. Ils n'ont pas bloqué la ville mais ils ont installé des barrages filtrants en distribuant des fruits mais également du fumier et du terreau. Les objectifs de cette mobilisation étaient assez divers: pour protester contre l'embargo russe, défendre le manger français, crier son mécontentement contre la surenchère administrative, demander un étalement des cotisations sans pénalité, une baisse du coût du travail, une TVA sociale, l'abandon du compte pénibilité et moins de contraintes liées à l'apprentissage et, enfin, inciter la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, à revisiter sa nouvelle carte de zones vulnérables. Une grande partie des revendications sont également portées par le MEDEF et montrent des incohérences entre une demande de protection du monde agricole tout en défendant la poursuite d'un libéralisme effréné. ■





En 2006, les Montreurs d'Images alors logés Rue Ledru Rollin, s'intéressent pour la première fois aux liens entre musique et cinéma. Depuis 2010, chaque année, le festival Cinéma et musiques se penche sur ce thème en présence de compositeurs, d'historiens du cinéma et de journalistes. 2014 sera donc la cinquième édition. Et quelle édition ! La comédie musicale est à l'honneur : des films rares ou cultes, deux bijoux de Bob Fosse... Sans oublier le concert du dimanche après-midi pour toute la famille. Thierry Jousse, journaliste à France musique, sera présent avec une master-class consacrée à la comédie musicale. Cinéma d'hier mais aussi d'aujourd'hui et de demain, les Montreurs d'images proposent également une soirée composée de deux avant-premières (dont le très attendu Whiplash) ! Des images, de la musique, il y en aura aussi dans le hall du cinéma avec l'exposition photographique de Philippe Gras consacrée au jazz et deux concerts du conservatoire d'Agen consacrés aux musiques de films.

samedi 15 novembre à 18 h 15

La comédie musicale

par Thierry Jousse

Une analyse de la comédie musicale au cinéma sous toutes ses coutures, avec des extraits de films choisis, analysés et décortiqués par Thierry Jousse.

samedi 15 novembre à 21 h 00

Phantom of the paradise

de Brian de Palma

Winslow Leach, jeune compositeur inconnu, tente désespérément de faire connaître l'opéra qu'il a composé. Swan, producteur et patron du label Death Records, est à la recherche de nouveaux talents pour l'inauguration du Paradise, le palais du rock qu'il veut lancer. Il vole la partition de Leach, et le fait enfermer pour trafic de drogue. Brisé, défiguré, ayant perdu sa voix, le malheureux compositeur parvient à s'évader. Il revient hanter le Paradise...

samedi 15 novembre à 23 h 00

The rocky horror picture show

de Jim Sharman

Une nuit d'orage, la voiture de Janet et Brad, un couple coincé qui vient de se fiancer, tombe en panne. Obligés de se réfugier dans un mystérieux château, ils vont faire la rencontre de ses occupants pour le moins bizarres, qui se livrent à de bien étranges expériences.

dimanche 16 novembre à 11 h 00

Valse pour Monica

de Per Fly

Au début des années soixante, Monica, une jeune suédoise déterminée à devenir une icône du jazz, se lance dans la carrière de ses rêves qui la mènera de Stockholm à New York. Elle y côtoiera Miles Davis, Ella Fitzgerald,

ou encore Bill Evans, qui adaptera son succès : « Waltz for Debby ».

dimanche 16 novembre à 14 h 00

Le mecano de la general

de Buster Keaton

Le cheminot Johnnie Gray partage sa vie entre sa fiancée Annabelle Lee et sa locomotive, la General. En pleine Guerre de Sécession, il souhaite s'engager dans l'armée sudiste, mais celle-ci estime qu'il se montrera plus utile en restant mécanicien. Pour prouver à Annabelle qu'il n'est pas lâche, il se lance seul à la poursuite d'espions nordistes qui se sont emparés d'elle et de sa locomotive...

dimanche 16 novembre à 16 h 00

All that jazz

de Bob Fosse

Joe Gideon est un artiste affairé, pris entre les auditions et les répétitions de son prochain ballet à Broadway, le tournage et le montage de son film, et une vie familiale complexe entre sa femme, sa fille et sa maîtresse. L'angoisse et la frénésie de créer finissent par le mener à une mise en scène délirante et inspirée de sa propre mort.

dimanche 16 novembre à 18 h 30

Silverbrass

L'ensemble de cuivres et percussions « Silverbrass » est composé de professeurs, musiciens et amis issus de différents conservatoires d'Aquitaine. Créée en 2003, son répertoire est choisi pour mettre en valeur les chaudes et puissantes sonorités des cuivres et percussions. Le programme de la soirée est conçu autour de la musique de film par le CRDA.

dimanche 16 novembre à 21 h 00

New York New York

de Martin Scorsese

New York est en liesse après la victoire sur le Japon. Jimmy Doyle, saxophoniste et

jeune soldat, remplace son uniforme par les habits à la mode et se rend au Starlight Club où la fête est déjà commencée. Il rencontre Francine Evans, une jeune chanteuse, et tente sans succès de la séduire. Mais le hasard les fait à nouveau se rencontrer dans la nuit, et la chanteuse et le saxophoniste vont s'aimer, faire carrière, connaître la gloire, se séparer et se rencontrer dix ans plus tard. ■

programme complet sur : www.lesmontreursdimages.com

